

UNE MEILLEURE ÉDUCATION POUR DE MEILLEURES DÉMOCRATIES



Programme des politiques éducatives
2018/19



COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Toute demande de reproduction ou de traduction de tout ou d'une partie du présent document est à adresser à la Direction Service de la Communication (F-67075 Strasbourg Cedex ou publishing@coe.int). Toute autre correspondance relative à ce document doit être adressée à la Direction générale de la Démocratie.

Couverture et mise en pages :
Service de la production des documents et publications (SPDP), Conseil de l'Europe.

Cette publication n'a pas fait l'objet d'une relecture typographique et grammaticale de l'Unité éditoriale du SPDP.

Crédits photographiques : ©Schutterstock, ©iStock.

©Conseil de l'Europe, juin 2018
Imprimé au Conseil de l'Europe

Table des matières

À PROPOS DU SERVICE DE L'ÉDUCATION	4
Une meilleure éducation pour de meilleures démocraties	4
COMITÉ DIRECTEUR POUR LES POLITIQUES ET PRATIQUES ÉDUCATIVES (CDPPE)	5
Mission et adhésion	5
Politique et pratiques – Méthodes de travail	5
Groupes de travail et réseaux	5
PROGRAMME DES POLITIQUES ÉDUCATIVES 2018/19	6
ORGANISATION DU PROGRAMME ET BUDGET 2018/19	7
COMPÉTENCES POUR LA VIE EN DÉMOCRATIE	8
Compétences pour une culture de la démocratie	8
Éducation à la citoyenneté numérique	8
Mission démocratique de l'enseignement supérieur	8
APPROCHES INCLUSIVES DE L'ÉDUCATION	9
Intégration linguistique des migrants adultes (ILMA)	9
Enseignement de l'histoire et mémoire de l'Holocauste	9
Liberté académique et juste reconnaissance dans l'enseignement supérieur	9
CAMPAGNE « S'EXPRIMER EN TOUTE LIBERTÉ, APPRENDRE EN TOUTE SÉCURITÉ » : DES ÉCOLES DÉMOCRATIQUES POUR TOUS	10
Les six thèmes de travail	10
ÉTHIQUE ET INTÉGRITÉ DANS L'ÉDUCATION	11
Lutte contre la fraude dans l'éducation	11
Intégrité dans l'enseignement supérieur	11
Mise en œuvre concrète de codes d'éthique dans l'éducation	11
RÉSULTATS 2016/17	12
COOPÉRATION INTERNATIONALE	13
COOPÉRATION TRANSVERSALE	13
SITES INTERNET ÉDUCATION	14
Compétences pour la vie en démocratie	14
Approches inclusives de l'éducation	14
Éthique et intégrité dans l'éducation	14

À propos du Service de l'Éducation

UNE MEILLEURE ÉDUCATION POUR DE MEILLEURES DÉMOCRATIES

Le Conseil de l'Europe prône :

■ Une éducation de qualité pour préparer **les jeunes** non seulement au marché du travail, mais aussi à **une vie citoyenne active dans les sociétés démocratiques**, et qui les aide à s'épanouir sur le plan personnel et à acquérir et entretenir une base solide de connaissances approfondies

■ Des systèmes éducatifs basés sur les compétences qui contribuent à **l'avancement de la démocratisation** des sociétés européennes à travers **le développement d'une culture de la démocratie** (par les valeurs, les comportements, les compétences et la compréhension critique)

NOS INSTRUMENTS

La Convention culturelle européenne de 1954

50 États signataires (47 États membres, Bélarus, Saint-Siège et Kazakhstan)

La Convention sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur dans la région européenne de 1997

45 États membres et 10 non-membres de la région européenne de l'UNESCO

Accord partiel du Centre Européen pour les Langues Vivantes (CELV) de 1994

33 États membres

Recommandations, stratégies et plans d'action du Comité des Ministres

- ▶ **CM/Rec(2014)5** sur les compétences en langue(s) de scolarisation
- ▶ **CM/Rec(2012)13** en vue d'assurer une éducation de qualité
- ▶ **CM/Rec(2012)7** sur la responsabilité des pouvoirs publics concernant la liberté universitaire et l'autonomie des établissements
- ▶ **CM/Rec(2010)7** sur la Charte sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme

Déclaration de la Conférence permanente des ministres de l'Éducation

Déclaration ministérielle « Éducation inclusive de qualité », 2013, Helsinki

Déclaration ministérielle « Assurer la démocratie par l'éducation », 2016, Bruxelles



Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE)

MISSION ET ADHÉSION

Le Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives supervise les programmes du Conseil de l'Europe dans le domaine de l'éducation et conseille le Comité des Ministres sur toutes les questions d'éducation.

Les gouvernements des 50 États parties à la Convention culturelle européenne sont représentés dans le Comité par des hauts cadres de l'éducation et de l'enseignement supérieur. Plusieurs ONG travaillant dans le domaine de l'éducation ont le statut d'observateurs.

POLITIQUE ET PRATIQUES – MÉTHODES DE TRAVAIL

Le CDPPE prépare et évalue un **programme opérationnel biennal** qui porte sur les questions clés de l'éducation nécessitant la prise de mesures. Deux réunions du Bureau et deux plénières rythment l'année. Présidence : Belgique.

Plusieurs groupes d'experts sont désignés pour mettre en œuvre le programme. Ces groupes sont composés d'**experts gouvernementaux** nommés par les autorités nationales et d'**experts indépendants** choisis par le Secrétariat du Conseil de l'Europe.

Les **principaux groupes visés** par le programme sont les responsables politiques des ministères de l'Éducation des États membres et les autres acteurs publics de l'éducation issus des organes spécialisés, des établissements d'enseignement supérieur, des universités et des ONG.

GROUPES DE TRAVAIL ET RÉSEAUX

EPAN – Conseillers en matière de politiques éducatives – Curriculums, enseignement et évaluation

ETINED – Réseau d'experts contre la corruption dans l'éducation

Groupes d'experts – Compétences pour une culture de la démocratie, enseignement supérieur, éducation à la citoyenneté numérique, intégration linguistique, enseignement de l'histoire, mémoire de l'Holocauste, cadre commun de référence européen des langues





Programme des politiques éducatives 2018/19

FONCTIONNEMENT

- ▶ Partage de **connaissances** pour l'élaboration de politiques grâce aux réseaux
- ▶ Élaboration de **références communes** pour les curriculums, l'enseignement et l'évaluation
- ▶ Échange de connaissances et de **bonnes pratiques**
- ▶ Promotion des **réformes** des systèmes d'éducation

Organisation du programme et du budget pour 2018/19

FONCTIONNEMENT

- ▶ Compétences pour la vie en démocratie : 1 479 400 €
- ▶ Approches inclusives de l'éducation : 881 800 €
- ▶ Éthique et intégration dans l'éducation : 593 000 €
- ▶ CDPPE : 230 200 €

CULTURE DE LA DÉMOCRATIE

TOTAL: 3 184 400 €



Compétences pour la vie en démocratie

Nous encourageons l'amélioration des politiques dans les États membres pour faciliter la mise en œuvre du Cadre de Référence des Compétences pour une Culture de la Démocratie (RFCDC).

COMPÉTENCES POUR UNE CULTURE DE LA DÉMOCRATIE

- ▶ Créer un réseau de conseillers sur les politiques éducatives pour la mise en œuvre du RFCDC
- ▶ Aider les États membres à établir un lien entre le modèle de compétences, la politique et les pratiques éducatives et à identifier une stratégie
- ▶ Élaborer des supports à ajouter au RFCDC et conseiller les États membres sur sa mise en œuvre
- ▶ Aider les réformes des politiques d'éducation

ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ NUMÉRIQUE

- ▶ Cadre politique et stratégie pour l'éducation à la citoyenneté numérique (curriculums, enseignement, évaluation)
- ▶ Création de ponts pour intégrer les descripteurs des compétences dans l'éducation à la citoyenneté numérique
- ▶ Élaboration d'un manuel de citoyenneté numérique pour les équipes scolaires
- ▶ Élaboration de lignes directrices pour aider les écoles à créer des partenariats avec les acteurs privés et de la société civile

MISSION DÉMOCRATIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- ▶ Expérimentation d'un réseau d'établissements d'enseignement supérieur en Europe œuvrant à la démocratie et à l'inclusion sociale dans leurs communautés locales
- ▶ Recommandations pour des établissements d'enseignement supérieur acteurs de la démocratie et de l'inclusion sociale dans leurs communautés locales
- ▶ Recommandations pour la liberté académique et l'autonomie institutionnelle en cours de préparation pour la Conférence ministérielle 2020 de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur (EEES)



Approches inclusives de l'éducation

Les États membres mettent au point une éducation de qualité inclusive sans discrimination aucune et permettant d'accéder au système éducatif et de bénéficier de conditions permettant à tous d'achever avec succès leurs programmes éducatifs.

INTÉGRATION LINGUISTIQUE DES MIGRANTS ADULTES (ILMA)

- ▶ Activités nationales de soutien pour les volontaires proposant un accompagnement linguistique aux jeunes réfugiés, en s'appuyant sur la boîte à outils conçue pour les réfugiés adultes
- ▶ Enquête dotée d'une analyse des avancements notables des politiques et pratiques nationales en matière de langues et d'obligations pour les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés
- ▶ Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur l'éducation linguistique des migrants et le soutien en langue pour les réfugiés
- ▶ Cadre de référence pour l'alphabétisme et les langues secondes – de l'analphabétisme au niveau A – pour les migrants non alphabétisés
- ▶ Enseignement plurilingue et pluriculturel – publication du Volume complémentaire du CECR (Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues)

ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE ET MÉMOIRE DE L'HOLOCAUSTE

- ▶ Lignes directrices pour un enseignement historique de qualité dans les sociétés plurielles
- ▶ Réseau « Sites authentiques pour la mémoire de l'Holocauste »

LIBERTÉ ACADÉMIQUE ET JUSTE RECONNAISSANCE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- ▶ Enquête sur le rôle des cadres de qualification dans une meilleure reconnaissance des qualifications
- ▶ Version révisée adoptée du Supplément au Diplôme soutenue par le Conseil de l'Europe, la Commission européenne et l'UNESCO
- ▶ Modèle commun du Passeport européen des qualifications des réfugiés
- ▶ Évaluation des qualifications des réfugiés à l'œuvre dans d'autres pays avec l'aide du Passeport européen des qualifications des réfugiés

Campagne « S'exprimer en toute liberté, apprendre en toute sécurité » : des écoles démocratiques pour tous

Des initiatives voient le jour pour favoriser un environnement pédagogique ouvert à tous et renforcer l'engagement pour la démocratie dans la vie et la culture scolaires en Europe. Coopération avec le Centre européen Wergeland (Norvège)

LES 6 THÈMES

- ▶ Faire entendre la voix des enfants et des élèves
- ▶ Traiter les questions controversées
- ▶ Prévenir le harcèlement et la violence
- ▶ Faire face à la propagande, à la désinformation et aux fausses nouvelles
- ▶ Lutter contre la discrimination
- ▶ Promouvoir le bien-être à l'école



Éthique et intégrité dans l'éducation

Les États membres s'engagent pour les principes d'éthique, de transparence et d'intégrité et pour garantir une éducation de qualité exempte de corruption

LUTTE CONTRE LA FRAUDE DANS L'ÉDUCATION

- ▶ Recensement de la législation en vigueur sur la fraude dans l'éducation
- ▶ Recensement et analyse des politiques et pratiques existantes liées à la fraude dans l'éducation permettant de préparer des recommandations politiques spécifiques à l'intention des pouvoirs publics
- ▶ Accord sur un document d'orientation politique portant sur la fraude dans l'éducation, proposant une approche stratégique intégrée de la prévention, de la participation, de la protection et des poursuites et abordant plus précisément les thèmes suivants :
 - les devoirs « sous-traités » par les étudiants
 - les faux diplômes
 - les technologies facilitant la tricherie
 - le plagiat
 - la dimension transnationale de la fraude dans l'éducation et la coopération transfrontalière

INTÉGRITÉ DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

- ▶ Représentation du degré de maturité de l'intégrité académique dans chaque pays au moyen d'un outil spécifique appelé « Modèle de maturité de l'intégrité académique » (AIMM) proposant des diagrammes et une analyse SWOT
- ▶ Élaboration de boîtes à outils pour :
 - l'auto-évaluation par les établissements d'enseignement supérieur
 - l'analyse comparative
 - la modélisation de concepts de formation et d'examen par les pairs
 - les études de cas et la promotion de bonnes pratiques
 - la semaine de sensibilisation « Finissons-en avec la corruption », octobre 2018

MISE EN OEUVRE CONCRÈTE DE CODES D'ÉTHIQUE DANS L'ÉDUCATION

- ▶ Recommandation sur les mesures à faire promouvoir par les autorités publiques pour encourager l'élaboration de codes d'éthique dans le corps enseignant
- ▶ Lignes directrices et outils sur les codes d'éthique pour les enseignants : effets, utilisation et efficacité améliorés

Résultats 2016/17

- ▶ **Chypre et la République tchèque** ont soutenu la consultation de haut niveau pour la finalisation du Cadre de Référence des Compétences pour une Culture de la Démocratie
- ▶ **La Convention de reconnaissance de Lisbonne** a adopté une nouvelle recommandation sur la reconnaissance des qualifications dont sont titulaires les réfugiés, les personnes déplacées et les personnes assimilées aux réfugiés
- ▶ **Les instituts de 57 pays** ont participé à la validation des nouveaux descripteurs du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues
- ▶ **300 représentants de gouvernements**, institutions d'éducation et organisations de la société civile ont débattu de l'avenir de l'éducation civique et des droits de l'homme en Europe lors d'une conférence à Strasbourg
- ▶ **200 organisations et experts** ont aidé à définir l'éducation à la citoyenneté numérique et ses 10 domaines
- ▶ **858 enseignants de 16 pays** ont participé à l'expérimentation des descripteurs du Cadre de Référence des Compétences pour une Culture de la Démocratie
- ▶ **L'Estonie, la Grèce, les Pays-Bas et la Serbie** ont soutenu l'élaboration du projet d'enseignement de l'histoire
- ▶ **L'Albanie et Malte** ont lancé les profils politiques nationaux pour favoriser l'amélioration de politiques claires pour l'enseignement et l'apprentissage des langues
- ▶ **730 acteurs de l'enseignement supérieur d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie, du Monténégro, de Serbie et de «L'ex-République yougoslave de Macédoine»** ont participé à l'évaluation du degré de maturité de l'intégrité académique dans leurs universités
- ▶ **L'Italie, le Royaume-Uni et la Belgique** ont testé la boîte à outils du Conseil de l'Europe pour l'accompagnement linguistique des réfugiés





COOPÉRATION INTERNATIONALE

- ▶ UNESCO – ODD4 du Programme 2030 des Nations Unies – le CDPPE assure la coordination régionale – membre du Comité directeur
- ▶ Commission européenne – Participation aux groupes de travail « Éducation et formation 2020 »
- ▶ Processus de Bologne – groupe de suivi (BFUG) et groupes de travail
- ▶ OCDE – groupe de travail compétences globales
- ▶ OCDE – Comité sur la politique d'éducation

COOPÉRATION TRANSVERSALE

- ▶ Coopération transsectorielle (jeunesse, enfants, Roms, égalité femmes-hommes, OSGI)
- ▶ Mécanismes de suivi (CEDH, Charte des langues régionales ou minoritaires, ECRI, Convention de Lanzarote, GRETA, GREVIO, GRECO)
- ▶ Accords partiels (CELV, EUROPA Risques majeurs)



SITES INTERNET ÉDUCATION

Compétences pour la vie en démocratie

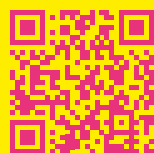
- ▶ Compétences pour une culture de la démocratie
www.coe.int/competences
- ▶ Éducation à la citoyenneté numérique
www.coe.int/DCE
- ▶ Éducation à la citoyenneté démocratique et éducation aux droits de l'homme (ECD/EDH)
www.coe.int/edc
- ▶ Enseignement supérieur et recherche
www.coe.int/higher-education
- ▶ Éducation et culture de la démocratie (ECUD)
www.coe.int/ECUD
- ▶ Éducation et diversité religieuse
www.coe.int/religious-diversity

Approches inclusives de l'éducation

- ▶ Politiques linguistiques
www.coe.int/lang
- ▶ Intégration linguistique des migrants adultes
www.coe.int/lang-migrants
- ▶ Enseignement de l'histoire
www.coe.int/historyteaching
- ▶ Mémoire de l'Holocauste
www.coe.int/holocaust

Éthique et intégrité dans l'éducation

- ▶ Plateforme du Conseil de l'Europe sur l'éthique, la transparence et l'intégrité dans l'éducation (ETINED)
www.coe.int/ETINED



www.coe.int/education

www.coe.int

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'homme du continent. Il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'homme, un traité visant à protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. La Cour européenne des droits de l'homme contrôle la mise en œuvre de la Convention dans les États membres.

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE